

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

ON S'ABONNE A PARIS :
RUE DE RIVOLI, 46.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36



LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

S'adresser, pour toutes les communications, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 46.
(Affranchir).
L'un des gérants, rédacteur en chef, CAMAIGNE.

AVIS IMPORTANT.

Nos abonnés sont prévenus que les bureaux de la Commune de Paris, *Moniteur des Clubs*, sont transférés rue de Rivoli, 46, par suite de bail dûment consenti. Tout ce qui concerne la rédaction et l'administration devra être adressé au Rédacteur en chef, au domicile précité.

(Affranchir.)

Paris, 26 mars.

Nous venons d'assister à une de ces imposantes cérémonies qui laissent dans l'âme un souvenir ineffaçable.

La place Desaix, si indignement baptisée par les régimes oppresseurs, a été de nouveau inaugurée comme il convenait de le faire pour un des plus dignes héros de la République française, ce noble Desaix, qui sauva la France à Marengo.

Deux arbres de la liberté s'élèvent maintenant à la droite et à la gauche du monument dressé jadis à l'honneur du général républicain. Les combattants des barricades avaient jugé bon d'appeler à la cérémonie le clergé chrétien. A leur invitation, M. le curé de Notre-Dame, accompagné de son vicaire, s'est rendu sur la place Desaix, et, après une allocution dans laquelle il exaltait le symbole républicain : Liberté, Égalité, Fraternité, le pasteur évangélique a béni les arbres au nom de Dieu, et bientôt on les a vus dressés par la foule, qui, tout d'abord, les avait ornés de rubans tricolores, le faite couronné d'un bonnet phrygien.

Le citoyen Caussidière, préfet de police, a pris la parole, et, dans un discours chaleureux, il a rappelé les grandes choses de nos pères, dont le peuple actuel accepte noblement l'héritage.

« Le calme dans la force, a-t-il dit, la générosité envers les vaincus, présentent les traits caractéristiques de notre Révolution, désormais inattaquable. On ne nous a pas vus ardents à la recherche de ceux qui nous avaient fait tant de mal. Non, non ; notre pensée était plus haute. Heureux d'avoir déblayé pour toujours la voie où doivent marcher le droit et la justice, nos regards n'ont pas voulu descendre jusqu'à nos anciens ennemis.

« Je suis heureux, et je le dis bien haut, de voir ici le peuple avec le vêtement simple et modeste du travailleur. Les habits brodés font défaut à cette solennité ; il faut nous en féliciter. Aux hommes en blouse désormais à enseigner aux privilégiés la morale et la vertu, conspués avec tant de cynisme par les hommes du système déchu. »

Le préfet a fait entrer dans son allocution un avertissement paternel à tous ceux que de méprisables menées cherchent à jeter hors du droit chemin. Il a flétri, comme elles méritent de l'être, ces orgies nocturnes suscitées par des hommes qui ont de bonnes raisons pour ne se montrer que la nuit : « La nuit ! s'est-il écrié avec force, couvre de son voile les malfaiteurs de tout étage. Regardez autour de vous : n'est-ce pas en plein jour, et sous le regard de tous ceux qui peuvent juger de l'honnêteté, que vous venez planter ces arbres désormais placés sous la protection céleste. Oui, l'esprit de Dieu est descendu parmi nous. Vous saurez le garder toujours, et la République universelle naîtra de vos efforts fraternels. »

Il était important d'expliquer le véritable caractère des émigrations qui ont lieu depuis quelques jours. Ceux qui maintenant quittent la France vont établir dans leur patrie ce que nous avons chez nous. Eux aussi veulent planter des arbres de liberté. Qu'ils aillent donc rendre chez eux témoignage des grandes choses qu'ils ont vues à Paris, et surtout qu'ils marchent avec cette consolante idée que le peuple de France est, avant tout, profondément imbu du sentiment de la fraternité.

Après le préfet, le citoyen Tiphaine, l'un des condamnés d'avril, est venu chanter un couplet de la *Marseillaise*, qui, avec le *Chant du Départ*, n'a cessé de retentir sur la place Desaix. Voici le couplet ajouté en 93 à la *Marseillaise*, à propos des arbres de liberté :

Arbre sacré, reçois le gage
De notre amour et de nos vœux.

Puisses-tu grandir d'âge en âge
Et couvrir nos derniers neveux !
Que sous ton ombre hospitalière
Le guerrier rencontre un abri ;
Que le pauvre trouve un appui
Et que tout Français trouve un frère.
Aux armes ! citoyens ; formez vos bataillons ;
Marchons, qu'un sang impur abreuve nos sillons.

Tous ont répété le refrain, et les soldats des barricades ont fait escorte au clergé de Notre-Dame.

Ainsi a pris fin cette cérémonie, dont le souvenir ne s'effacera plus.

Nous avons déjà parlé à deux reprises de la nécessité d'organiser au plus tôt le travail agricole. C'est en effet, à notre avis, le moyen le plus efficace de réduire les difficultés innombrables que soulève cette question si complexe. Moyen radical, peut-être, et qui ne peut pas être mis en pratique en un instant, mais sur la voie duquel on ne saurait trop s'efforcer de diriger la foule toujours grossissante des prolétaires. Toutefois, nous convenons que si l'on déversait dès aujourd'hui sur les campagnes le trop plein des manufactures, les travailleurs affamés, dénués de toute espèce de ressources, échangeraient misère contre misère. Quoique plus heureux que les ouvriers des villes sous certains rapports, ils n'en ont pas moins à lutter sans cesse contre des nécessités terribles, à disputer pièce à pièce leur vie à la nature. Bien plus, l'ouvrier des villes, perfectionné au contact de la société, recueillant chaque jour des fruits nouveaux de ses observations, a des longtemps dépouillé toute espèce de préjugés. Il se prête volontiers à l'exposition des systèmes inédits, il entoure de sympathies ceux qui se sont occupés de lui, il prête une oreille attentive à leurs paroles.

Hier, nous n'avons pu retenir une larme quand nous avons vu un ouvrier s'approcher des citoyens Louis Blanc et Albert pour leur remettre une bêche en leur disant : « Vous êtes les premiers ouvriers de la France. »

Mot profond qui rappelle à l'instant l'appellation dont le premier consul avec la France entière avait désigné l'héroïque Latour d'Auvergne, mort au champ d'honneur. Mais pourrai-je le dire sans froisser le cœur de notre brave armée ? le mot d'hier me paraît un progrès immense. Oui, l'épée est un noble, un admirable attribut. Ceux qui en ont fait usage comme les Français pour ouvrir un passage à travers le monde à l'idée qui doit le sauver, ceux-là, dis-je, peuvent porter haut la tête ; — mais il en est un plus bel encore, parce qu'il ne tue pas, parce qu'il féconde au contraire, c'est la bêche que l'ouvrier de 1848 remettait entre les mains de Louis Blanc et d'Albert, premiers ouvriers de France.

Ceci soit dit sans interprétation fâcheuse. Nous ne conseillerons jamais à nos compatriotes d'abjurer nos instincts belliqueux. Tous les tyrans ne sont pas encore par terre. Longtemps encore il nous faudra lutter peut-être. N'allons pas briser nos glaives au moment de reconstruire l'édifice social où tous les hommes doivent entrer : comme les Juifs, comme les Romains, posons l'épée sur notre établi et à côté de nos charrues.

Mais revenons. L'ouvrier des villes, avons-nous dit, est sans préjugés. L'esprit du paysan au contraire en est profondément imbu. A l'exposition d'une théorie nouvelle, il hausse les épaules, il ne se donne pas la peine de faire des objections. Son ignorance ou si vous voulez son empirisme lui tient lieu de toute science : « Ainsi faisaient nos pères, » répondront-ils tout au plus, harcelés et à bout de questions. J'en connais pour ma part qui auraient traité Mathieu de Dombasle comme les Albigeois traitèrent Saint-Bernard.

Le gouvernement déchu se préoccupait fort peu des intérêts de l'agriculture comme de toute espèce d'intérêts. De temps à autre il laissait tomber quelque chétive aumône sur un département lointain ; de temps à autre l'excellence Cunin-Gridaine écrivait une circulaire à tous les préfets pour demander si le département contenait des marais ou des terres incultes. La réponse faite, on n'y pensait plus ; le juste-milieu avait bien d'autres affaires.

Nous avons été désagréablement surpris, nous en convenons, en voyant les mêmes errements mis en pratique par le citoyen Bethmont. Il a publié, il y a quelques jours, une circulaire qui est absolument la même que celle du citoyen Cunin-Gridaine de fabuleuse, d'antédiluviennisme mémoire. Le citoyen Bethmont ne s'arrêtera pas là, nous voulons bien le croire ; mais quoi qu'il fasse, nul ne pourra contester que ce n'était pas là l'initiative qu'on attendait d'un Gouvernement républicain. Il ne fallait pas demander s'il y a des terres incultes : question oiseuse, parfaitement superflue. Des terres incultes, il y en a partout. La moitié de la France est inculte. N'irez-vous pas bientôt demander aux départements s'ils ont des cours d'eau ?

Vous avez envoyé des commissaires politiques dans les départements. De même il fallait envoyer des inspecteurs industriels et agricoles. N'alléguez pas que le temps n'est pas encore venu, et qu'il faut, avant tout, s'occuper de l'installation de la République. L'organisation du travail est une question brûlante, qui ne le sa't pas ? La révolution qui vient de s'accomplir est pour le moins sociale autant que politique, nous ne cesserons de le répéter jusqu'à ce que cette vérité ait frappé toutes les oreilles, et l'on sait qu'il y en a en-

core de dures, quoique les vibrations de février n'aient pas cessé d'agiter l'espace.

Ces inspecteurs sociaux ou si l'on veut spéciaux remplissaient de la sorte une double mission, atteignant deux buts à la fois. Accompagnant leur inspection scientifique de prédications politiques, ils complétaient l'œuvre du commissaire, exclusivement politique, obligé de résider au centre du département. Étrangers pour la plupart au pays, ils y arrivaient exempts des préjugés de toute espèce qui réagissent sur les habitants instruits eux-mêmes ; ils y apportaient des opinions dont la diffusion ne saurait être trop généralisée ; enfin, ils revenaient à Paris avec une multitude de renseignements qui facilitaient au plus haut degré le travail de l'Assemblée nationale. — Mais l'Assemblée, objectera-t-on, n'a pas le temps de s'occuper d'agriculture ; sa mission est de donner une constitution à la France. — D'accord ; mais si l'Assemblée n'a pas le temps, les commissions auront le temps, car les paysans comme les ouvriers des villes valent la peine qu'on songe à eux.

Une députation des Polonais s'est présentée au Gouvernement provisoire.

M. Godebsky, au nom de la députation, s'est exprimé en ces termes :

« La Pologne, citoyens, rejette son linceul sanglant, et ses fils exilés viennent auprès de vous remercier la France de l'hospitalité qu'elle leur a accordée aux jours du malheur.

« Nous ne doutons pas que, dans ce moment suprême, vous saurez, citoyens, concilier les exigences impérieuses du sentiment national avec les difficultés de votre position.

« Après tant de déceptions cruelles, l'heure est arrivée où la Pologne pourra enfin décider de son sort par elle-même.

« C'est pour concourir à cette œuvre que nous marchons, et nous croyons avoir le droit d'espérer que vous nous aiderez à accomplir notre devoir de soldats.

« Nous comptons sur vous, citoyens, car nous vous considérons comme l'expression véritable du peuple français, nos frères. (Vive la République française ! Vive la République polonaise !)

M. Lamartine, membre du Gouvernement provisoire, a répondu :

« Citoyens polonais, La République française reçoit comme un heureux augure l'hommage de votre adhésion et de votre reconnaissance pour son hospitalité ! Je n'ai pas besoin de vous dire ses sentiments pour les fils de la Pologne. La voix de la France vous les disait, chaque année, même quand cette voix était comprimée par la monarchie. La République a la voix et le geste plus libres et plus sympathiques encore. Elle vous les redira, ces sentiments fraternels ; elle vous les prouvera sous toutes les formes compatibles avec la politique de justice, de modération et de paix qu'elle a proclamée pour le monde.

« Oui, depuis vos derniers désastres, depuis que l'épée a effacé de la carte des nations ces dernières protestations de votre existence, comme vestige et comme germe d'une nation, la Pologne n'a pas été seulement le reproche, elle a été un remords vivant debout au milieu de l'Europe. La France ne vous doit pas seulement des vœux et des larmes, elle vous doit un appui moral et éventuel en retour de ce sang polonais que vous avez semé pendant nos grandes guerres sur tous les champs de bataille de l'Europe ! (Applaudissements.)

« La France vous rendra ce qu'elle vous doit, soyez-en sûrs, et rapportez-vous-en au cœur de 36,000,000 de Français ! Seulement laissez à la France ce qui lui appartient exclusivement : l'heure, le moment, la forme dont la Providence déterminera le choix et la convenance, pour vous rendre, sans agression et sans effusion de sang humain, la place qui vous est due au soleil et dans le catalogue des peuples.

« Vous connaissez les principes que le Gouvernement provisoire de la République a adoptés invariablement dans sa conduite étrangère. Si vous ne les connaissez pas, les voici :

« La République est républicaine sans doute, elle le dit à haute voix au monde ; mais la République n'est en guerre ouverte ni sourde avec aucune des nations, avec aucun des gouvernements existants, tant que ces nations et ces gouvernements ne se déclarent pas eux-mêmes en guerre avec elle ! Elle ne fera donc, elle ne permettra volontairement aucun acte d'agression et de violence contre les nations germaniques. Elles travaillent en ce moment à modifier d'elles-mêmes leur système intérieur de confédération et à créer l'unité et le droit des peuples qui ont une place à leur revendiquer dans son sein. Il faudrait être insensé ou traître à la liberté du monde pour les troubler dans ce travail par des démonstrations de guerre et pour changer en hostilité, en susceptibilité ou en haine la tendance libératrice qui les pousse de cœur vers nous et vers vous !

« Et quel moment nous demandez-vous de choisir pour ce contre-sens du droit de la politique et de la liberté ? Est-ce que le traité de Pilnitz se trame par hasard contre nous ? Est-ce que la coalition des souverains absolus se noue et s'arme sur nos frontières et sur les vôtres ? Non. Vous le voyez, chaque courrier

nous apporte une acclamation victorieuse des peuples qui se scellent dans notre principe et qui fortifient notre cause précisément parce que nous avons déclaré que ce principe était le respect du droit, des volontés, des formes de gouvernement, du territoire de tous les peuples! Les résultats extérieurs de la politique du Gouvernement provisoire sont-ils donc si mauvais, qu'il faille le contraindre violemment à en changer, et nous présenter sur les frontières de nos voisins la baïonnette à la main, au lieu de la liberté et de la paix à la main?

« Non, cette politique à la fois ferme et pacifique réussit trop bien à la République pour que nous voulions la changer avant l'heure où les puissances la changeront elles-mêmes! Regardez la Belgique! regardez la Suisse! regardez l'Italie! regardez l'Allemagne méridionale tout entière! regardez Vienne! regardez Berlin! que vous faut-il de plus? Les possesseurs eux-mêmes de vos territoires vous ouvrent la route vers votre patrie et vous appellent à en reconstruire pacifiquement les premières assises! Ne soyez injustes ni envers Dieu, ni envers la République, ni envers nous! Les nations sympathiques de l'Allemagne, le roi de Prusse ouvrant les portes de ses citadelles à vos martyrs, les portes de la Pologne ouvertes, Cracovie affranchie, le grand-duché de Posen redevenu polonais, voilà les armes que nous vous avons données en un mois de politique!

« Ne nous en demandez pas d'autres. Le Gouvernement provisoire ne se laissera pas changer sa politique dans la main par une nation étrangère, quelque sympathie qu'elle soit à nos cœurs. Nous aimons la Pologne, nous aimons l'Italie, nous aimons tous les peuples opprimés; mais nous aimons avant tout la France, et nous avons la responsabilité de ses destinées et peut-être de celles de l'Europe en ce moment! Cette responsabilité, nous ne la remettons à personne qu'à la nation elle-même! Fiez-vous à elle, fiez-vous à l'avenir, fiez-vous au passé de ces trente jours qui ont déjà donné à la cause de la démocratie française plus de terrain que trente batailles rangées, et ne troublez ni par les armes ni par une agitation qui retomberait sur notre cause commune l'œuvre que la Providence accomplit sans autres armes que les idées pour la régénération des peuples et pour la fraternité du genre humain!

M. Godebski. « Je commence par vous exprimer la plus vive reconnaissance pour les sentiments nobles et généreux que vous venez de nous témoigner. Nous avons reçu tant de preuves de la sympathie de la France, cette sympathie a été cimentée sur tant de champs de bataille, qu'il n'y a pas un Polonais qui puisse en douter; mais aujourd'hui que le drapeau polonais flotte sur les tombeaux des anciens souverains de la République polonaise, vous comprenez l'impatience qui doit animer l'émigration polonaise. Cette impatience est un devoir. Nos frères se soulèvent; il ne nous est pas permis de rester inactifs et de contempler de loin, en jouissant de votre généreuse hospitalité, les combats et peut-être le nouveau martyre de nos frères: nous sommes tenus de nous procurer les moyens d'accomplir notre sainte mission. C'est à vous de peser dans votre sagesse la manière dont vous voulez remplir nos souhaits. »

M. de Lamartine. « Vous avez admirablement parlé comme Polonais. Quant à nous, notre devoir est de vous parler comme Français. Les uns et les autres nous devons rester dans notre rôle respectif. Comme Polonais, vous devez être justement impatients de voler sur le sol de vos pères et de répondre à l'appel qu'une partie de la Pologne déjà libre fait à ses généreux enfants. Au sentiment, nous ne pouvons qu'applaudir et fournir, comme vous le désirez, tous les moyens pacifiques qui aideront les Polonais à rentrer dans leur patrie et à se réjouir de son commencement d'indépendance à Posn. »

« Quant à nous, comme Français, nous n'avons pas seulement la Pologne à considérer; nous avons l'universalité de la politique européenne, qui correspond à tous les horizons de la France et à tous les intérêts de la liberté, dont la République française est la seconde et, nous l'espérons, la plus glorieuse et la dernière explosion dans l'Europe. L'importance de ces intérêts, la gravité de ces résolutions, font que le Gouvernement provisoire de la République ne peut abdiquer entre les mains d'aucune nationalité partielle, d'aucun parti dans une nation, quelque sacrée que soit la cause de cette nation, la responsabilité et la liberté de ses résolutions. »

Si la politique qui nous a été commandée sous la monarchie, vis-à-vis de la Pologne, n'est plus la politique qui nous est commandée sous la République, celle-ci a tenu au monde un langage auquel elle veut être fidèle; elle ne veut pas qu'aucun pouvoir sur la terre puisse lui dire: Vous avez des paroles ici, vous avez des actions là.

« La République ne doit pas et ne veut pas avoir des actes en contradiction avec ses paroles: le respect de sa parole est à ce prix; elle ne la décréditera jamais en y manquant. Qu'à-t-elle dit dans son manifeste aux puissances? Elle a dit en pensant à vous: « Le jour où il nous paraîtrait que l'heure providentielle aurait sonné pour la résurrection d'une nationalité injustement effacée de la carte, nous volerions à son secours. » Mais nous nous sommes justement réservé ce qui appartient à la France seule, l'appréciation de l'heure, du moment de la justice, de la cause et des moyens par lesquels il nous conviendrait d'intervenir. »

« Eh bien, ces moyens, jusqu'ici nous les avons choisis et résolus pacifiquement! Et voyez, et que la France et l'Europe elle-même voient si ces moyens pacifiques nous ont trompés ou vous ont trompés vous-mêmes? (Oui, oui!)

« En trente et un jours, les résultats naturels et pacifiques de ce système de paix et de fraternité déclarés aux peuples et aux gouvernements ont valu à la cause de la France, de la liberté et de la Pologne elle-même, plus que dix batailles et des flots de sang humain!

« Vienne, Berlin, l'Italie, Milan, Gènes, l'Allemagne méridionale, Munich, toutes ces constitutions, toutes ces explosions spontanées non provoquées de l'âme des peuples, vos propres frontières enfin ouverte à vos pas à travers les acclamations de l'Allemagne qui se renouvelle dans ses formes sous l'inviolabilité dont nous entourons ses gouvernements et ses territoires! Voilà les pas qu'a faits la République, grâce à ce systè-

me de respect de la liberté du sol et du sang des hommes! Nous ne reculerons pas dans un autre système! Sachez-le bien, la voie droite nous conduit au but désintéressé que nous voulons atteindre, mieux que les voix tortueuses de la diplomatie. Ne tentez pas de nous en faire dévier, même par le sentiment paternel que nous vous portons. Il y a quelque chose qui contient et qui éclaire notre passion même pour la Pologne, c'est notre raison. Laissez-nous l'écouter dans la liberté complète de nos pensées, et sachez que ces pensées ne séparent pas les deux peuples dont le sang s'est si souvent mêlé sur les champs de bataille. »

« Notre sollicitude pour vous s'étendra, comme notre hospitalité, aussi loin que nos frontières; nos regards vous suivront dans votre patrie. Emportez-y l'espérance de la régénération qui commence pour vous en Prusse même, où votre drapeau flotte à Berlin. (Bravos!) La France ne demande d'autre prix à l'asile qu'elle vous a donné que l'amélioration de vos destinées nationales et le souvenir que vous emporterez du nom français. »

« N'oubliez pas que c'est à la République que vous devez le premier pas que vous allez faire vers votre patrie! (Vive la République!) »

Un Polonais s'approche et dit: « Nous partirons, et nous partirons sans armes! »

Un autre Polonais prend la main de M. Lamartine et lui demande pardon de quelques expressions un peu vives échappées la veille à l'impatience de son patriotisme. M. Lamartine lui serre cordialement la main et lui dit: « Ne parlons plus de ce mot, le patriotisme porte sa justification avec lui; je ne m'en souviens plus, et la France ne se souvient que de son amour pour la Pologne! »

La députation se retire aux cris de: *Vive la République!* Une vive émotion règne sur la place de l'Hôtel-de-Ville, et la colonne se remet en marche aux acclamations du peuple.

Notre joie au pied du monument de Desaix a été troublée par un incident que nous ne saurions taire.

Tout le monde était réuni. L'on n'attendait plus que le préfet de police et le clergé de Notre-Dame pour commencer l'auguste cérémonie. Le citoyen Charles Fournier a proposé de faire une quête pour orner immédiatement les arbres de la liberté. Aug. Bravard a proposé d'en charger le citoyen Careilhan, lieutenant-colonel de la 10^e légion. Celui-ci a répondu qu'il connaissait ses devoirs, et qu'il n'avait d'ordres à recevoir que de ses chefs. Mais comme il ne faut pas attendre d'ordres pour accomplir une bonne action, Aug. Bravard a commencé, et Ch. Fournier et lui ont ramassé 59 fr. 80 c. avec lesquels on a acheté les rubans et le bonnet de l'arbre symbolique. — Careilhan est resté à l'écart, croyant sans doute qu'une quête pour la liberté aurait terni ses grosses épaulettes. Pour nous, quand nous serons devant l'urne électorale, nous saurons récompenser les martyrs de la liberté. Le citoyen Careilhan, qui nous a rappelé ses trente ans de service, croit-il donc que son passé le dispense des devoirs du présent? S'il en est ainsi, que ne prend-il sa retraite? Les électeurs pourront lui en faciliter les moyens. Qu'il aille donc au plus tôt sur les prés fleuris qu'arrose la Seine roucouler l'idyle de Racan.

SITUATION PROSPÈRE DE LA BANQUE DE FRANCE.

La proportion entre la somme des billets en circulation et le numéraire en réserve reste en-deçà des limites mêmes que fixe d'ordinaire la prudence la plus rigoureuse. Ainsi la circulation des billets ne s'élève qu'à 275 millions pour Paris, et de 41 millions pour les départements (chiffres ronds), contre 36 millions d'espèces de la Banque et 32 millions dans les succursales, c'est-à-dire en tout 226 millions contre 408. Ce n'est pas même la proportion de 1 à 3, qui est généralement reconnue suffisante pour la sûreté des opérations.

Le *National* et la *Revue de l'Ouest* annoncent tenir de très-bonne source, que les élections générales seront retardées de quelques jours, huit ou dix jours au plus. Cette mesure sera nécessaire par de véritables difficultés matérielles. Il est beaucoup de localités où les listes ne seront pas prêtes. Les élections de la garde nationale, à Paris, sont d'ailleurs renvoyées au 5 avril.

La presse des départements dévoile le touchant accord qui s'est si subitement établi entre les opposants dynastiques, les conservateurs et les légitimistes pour attaquer les énergiques et sages instructions adressées par le citoyen Ledru-Rollin aux commissaires du Gouvernement.

« Pourquoi aussi, dit la *Sentinelle des Pyrénées*, le ministre de l'intérieur s'avise-t-il de dénoncer les intrigues des hommes à double visage qui, après avoir servi la royauté, se disent les serviteurs du peuple? Pourquoi ajoute-t-il qu'ils trompent le peuple et que le Gouvernement leur doit refuser son appui? Pourquoi veut-il que les représentants du peuple soient purs des traditions du passé et qu'autant que possible ils sortent du peuple? Evidemment toutes ces prescriptions sont anarchiques et souverainement immorales. Au lieu de dire pas de transactions, pas de complaisances, le citoyen Ledru-Rollin aurait dû recommander les alliances adultères avec les fripons et tous les valets de la royauté déchue. Alors il aurait reçu leurs éloges et leurs encouragements, et il n'aurait pas été exposé aux représentations d'aussi bons et d'aussi purs républicains que MM. Liadières, Mauguin, duc de Fesenzac, comte d'Anthouart, duc de Crillon, duc de Noailles, Viennet, Fould, etc., car ce sont ces messieurs, membres influents du *club Républicain* pour la liberté des élections, qui ont l'impudence d'envoyer à l'hôtel de ville pour se plaindre au Gouvernement provisoire de la circulaire du ministre de l'intérieur. Il est vraiment fâcheux que MM. Guizot, Duchâtel et autres gens aussi purs et honnêtes soient sous le coup d'un mandat; ils n'auraient pas manqué de se joindre à ce respectable cortège, et M. Guizot et M. Duchâtel auraient porté la parole pour défendre la liberté des élections compromises! »

ÉLECTIONS.

Manifestes des ouvriers des départements de la Sarthe, de l'Orne et de la Mayenne aux ouvriers de Paris.

Assemblée d'ouvriers, d'hommes gagnant leur vie à

la sueur de leur front, persuadés qu'il faut juger l'homme non par son opinion apparente du jour, mais bien par sa vie entière, nous ne voulons choisir pour nous représenter que des ouvriers comme vous ou des candidats depuis longtemps et sans arrière-pensée amis de la République et du peuple.

Instruits par l'expérience qui nous a démontré que l'homme salarié n'était jamais entièrement maître de son vote, nous repousserons de la candidature toute personne dépendant du pouvoir de quelque manière que ce soit.

Ayant d'ailleurs confiance dans les sentiments patriotiques et républicains qui dominent le comité communal, nous avons l'intention d'appuyer ses candidats, tout en conservant notre indépendance, comme il convient à des hommes probes et libres.

La révolution faisant le tour du monde.

Le roi de Bavière a abdiqué. Munich aspire à la République. Chambéry et Gènes veulent arborer le drapeau français. Il n'est pas jusqu'à Pétersbourg qui ne songe à se désautocratiser.

— On écrit de la frontière russo-polonaise :

« La nouvelle de la Révolution de Paris a produit un effet prodigieux à Saint-Petersbourg, surtout dans la haute société. On se tromperait gravement si l'on s'imaginait que le mouvement révolutionnaire ne saurait se communiquer à la capitale de l'absolutisme. Les matières combustibles y manquent moins que partout ailleurs. Les voyages des Russes, même des classes moyennes à l'étranger, ont répandu, sinon dans le bas peuple, du moins dans les villes, le germe des idées modernes. La censure et la bureaucratie entretiennent le mécontentement des classes moyennes de la société. L'abolition projetée du servage mécontente au plus haut degré la noblesse, et elle est d'autant plus redoutable qu'elle a de nombreuses ramifications dans le corps des officiers de l'armée, surtout des gardes. »

— La seule révolution que nous ayons à constater jusqu'à présent en Angleterre, c'est l'accouchement de la reine Victoria.

— La *Concordia*, journal de Turin, pousse le cri français qui semble devoir faire le tour du monde: *il est trop tard!* Trop tard pour accepter les propositions de ce gouvernement féroce qui nous égorge comme de vils troupeaux. Levons-nous comme un seul homme, combattons dans toutes les villes, dans tous les villages, dans toutes les bourgades. Resterions-nous les spectateurs inertes de cette héroïque bataille, laisserions-nous à nos postes, sous nos yeux, nos frères tomber sous l'épée autrichienne? Piémontais, courons aux armes, et vaincre ou mourir!

— Un gouvernement provisoire est établi à Milan.

UNE VICTIME POLITIQUE.

Nous avons accepté la mission d'éclairer les ministres sur les nombreuses demandes qui leur sont adressées chaque jour par un grand nombre d'ambitieux et d'intrigants.

On nous signale le fait suivant :

Il y a deux ans environ, le citoyen Roger, censeur des études au lycée Monge (alors collège Saint-Louis), fut suspendu de ses fonctions pour avoir déserté son poste, fait disciplinaire des plus graves. Plus tard, par une mansuétude dont nous saurions bien trouver la cause, il fut envoyé à Toulouse en qualité d'inspecteur d'académie, poste hiérarchiquement plus avantageux que celui de censeur au lycée Monge.

Les habitants du 11^e arrondissement peuvent se rappeler que le citoyen Roger fut toujours un conservateur de la plus belle venue. Aux élections il votait et faisait voter pour les partisans quand même du système Guizot-Duchâtel, pour M. Desmoulin, alors maire du 11^e arrondissement et un des piliers de la politique du 29 octobre.

Six mois avant sa faute disciplinaire, l'ex-censeur du lycée Monge obtint la décoration de la Légion d'honneur, qu'il sollicitait depuis longtemps. Ce fut bien moins pour ses services universitaires qu'on lui donna ce hochet tant désiré que pour les services rendus à la cause ministérielle comme électeur et électeur bien pensant.

Tel est le passé du citoyen Roger. Quel sera son avenir?

Croyez-vous que, vaincu dans ses convictions par la magnifique levée de boucliers de Février, il va se tenir coi pourvu qu'on le laisse tranquille? Vous vous trompez.

Au premier bruit du changement, il est accouru à Paris; il a rallié quelques partisans qu'il avait su se faire, et avec eux il intrigue, il cabale, il cherche à se faire passer pour une victime politique auprès du nouveau ministre.

Que le citoyen Carnot, avant d'écouter le citoyen Roger, prenne des informations. Qu'il ne se laisse pas abuser par des pétitions revêtues de quelques signatures. Il y a à Paris bon nombre d'universitaires qui se croient tout permis avec quelque renom de science. Pour nous, qui regardons la discipline comme la base de toute éducation et qui croyons que, plus encore que l'élève, le maître doit être exact à remplir ses devoirs, nous pensons que des victimes politiques aussi intéressantes que M. Roger sont fort peu dignes des faveurs de la jeune République.

Nous avons assisté hier à une séance du club Soufflot qui nous a causé un profond étonnement. Nous avons entendu là des orateurs soutenir que la liberté de la presse ne devait pas être illimitée: « Il y a deux parts, disait un juriste méridional, dans la vie de l'homme: la vie publique et la vie privée. Celle-ci doit être close à tous les regards. » On oubliait les préceptes de l'Evangile: que votre maison soit une maison de verre. On oubliait qu'il vient de s'accomplir une révolution qui a élevé, qui élèvera longtemps, toujours, l'esprit de l'homme, et que par conséquent les inconvénients que l'on craint pour l'avenir ont été pour la plupart ensevelis dans les ténèbres du passé.

Bref, on n'est pas à la hauteur de la question; on est aveugle pour l'immensité d'aperçus qui se révèlent aujourd'hui aux regards de tout observateur attentif. Vous voulez conserver sous la République les errements de la monarchie. Vous entrez dans une époque

d'expansion...
liser la c...
voilà que...
proclame...
sion et de...
mesures...
craignez...
puissante...
l'acharne...
bien se r...
protestat...
tombe su...

Par...
naître d'...
même po...
tant mèn...
portage d...
trait n'ér...

Au con...
prits, fait...
res: son...
Nous ne...
qui incite...
d'une été...
par le sol...
son temp...
encore, c...
insensé p...

Tel est...
aux hom...
formités...
sur leur...
de la rév...
leurs loi...

La lib...
presse, v...
gie de no...
faillible...

Rapport

La hau...
m'avez f...
prochain...
latives à...
Il paraît...
ment for...
nation r...
élèves p...

Le dév...
dition q...
velopper...
former...
manière...
frit de s...
organiq...
trop pro...
se décla...
tant de l...
vie libre...

Ce n'e...
se trouva...
qualités...
blique, ...
ment. S...
de l'ind...
celui de...
que, dan...
tageuse...
maintien...
sent app...
magé s'i...
senter d...
struire...

Je dés...
plût de...
constaté...
par suit...
dans les...
à l'étud...
récréati...
commis...
celle q...
bien y...
ait lieu...
enquête...
mission...
yeux de...

Le m...
des cul...
Arrêt...
Sont...
sur la c...
sement...
MM.

Fait

M. l...
quelqu...
d'appel...
nagem...
vemen...
dessécl...
Ces...
l'admin...
de ce r...
1^{er} D^u

d'expansion, de libre développement ; il s'agit de réaliser la communion des idées, la fusion des âmes, et voilà que pour obtenir ces magnifiques résultats, vous proclamez immédiatement la nécessité de la compression et de l'intimidation. Vous rétrogradez jusqu'aux mesures anti-sociales des temps réactionnaires. Vous craignez la calomnie. La calomnie sera désormais impuissante. L'acharnement de l'attaque sera détruit par l'acharnement de la défense. La vertu de l'homme de bien se rit de ces efforts des méchants. Une énergique protestation s'élève en sa faveur, et la flétrissure retombe sur celui qui voulait l'infliger à autrui.

Par des mesures restrictives, que fait-on ? On fait naître l'amour du fruit défendu. Museler la presse, même pour un motif très-louable, c'est donner à l'instant même naissance au pamphlet anonyme, au colportage des brochures équivoques. Pour être déguisé, le trait n'en atteint pas moins son but.

Au contraire, donnez libre carrière à tous les esprits, faites tomber toutes les portes, toutes les barrières : songera-t-on à transformer la liberté en licence ? Nous ne le croyons pas. C'est la conscience de la force qui incite l'homme à en faire bon usage. Un champ d'une étendue immense est ouvert devant lui. Eclairé par le soleil vers lequel l'homme s'avance, perdra-t-il son temps à regarder quelques ombres qui subsistent encore, quelques nuances de lumière. Il faudrait être insensé pour le croire.

Tel est l'attrait du beau. Quand vous l'avez montré aux hommes, ils n'ont plus que faire de certaines difformités morales qui pourraient encore se présenter sur leur chemin. Malgré eux ils subissent l'influence de la révélation divine et s'efforcent de la réaliser dans leurs lois et dans leurs institutions.

La liberté de la presse, la liberté illimitée de la presse, voilà ce que nous demandons de toute l'énergie de nos convictions, voilà ce que nous donnera infailliblement l'Assemblée nationale.

Actes officiels.

Rapport à M. le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes.

Paris, le 25 mars 1848.

Monsieur le ministre,

La haute commission à la présidence de laquelle vous m'avez fait l'honneur de me commettre va se trouver prochainement investie de l'examen des questions relatives à l'enseignement dans les lycées et les collèges. Il paraît nécessaire de donner à ses discussions un élément fondamental qui leur manque : c'est la détermination régulière de l'influence exercée sur la santé des élèves par la proportion des heures d'études.

Le développement de l'esprit n'est pas la seule condition que doit remplir un système d'études. Ce développement manquerait tout à fait son but, qui est de former des hommes capables, s'il n'était institué de manière à ce que le développement physique ne souffrit de sa concurrence aucune atteinte. Une fatigue organique, causée par une prédominance trop forte et trop prolongée de l'application intellectuelle, pourrait se déclarer au moment même où les jeunes gens, sortant de la vie méthodique des écoles, entrent dans la vie libre de la société.

Ce n'est pas seulement la constitution physique qui se trouverait ainsi altérée : la spontanéité et l'énergie, qualités si essentielles à tout citoyen dans une République, seraient susceptibles de s'en ressentir également. S'il est juste de viser à ce que, dans les travaux de l'industrie, l'exercice du corps ne paralyse point celui de l'esprit, il ne l'est pas moins de veiller à ce que, dans ceux des écoles, la proportion la plus avantageuse possible entre ces deux modes d'exercice soit maintenue. Fallût-il s'exposer à ce que les élèves eussent appris moins de choses, on serait assez dédommagé s'ils devaient les mieux savoir et surtout se présenter dans le monde en meilleure disposition de s'instruire de tout ce qui leur reste encore à connaître.

Je désirerais donc, monsieur le ministre, qu'il vous plût de nommer une commission d'enquête chargée de constater les effets produits sur la santé des élèves par suite de la proportion numérique qui s'observe dans les lycées et les collèges entre les heures données à l'étude et celles qui sont employées au sommeil, à la récréation, à la gymnastique, à la promenade. Cette commission s'unirait par un lien tout naturel à celle que j'ai l'honneur de présider si vous vouliez bien y placer quelques-uns de nos collègues. Qu'il y ait lieu à réformer ou qu'il y ait lieu à maintenir, son enquête fournirait aux discussions de la haute commission une base d'expérience qui augmenterait aux yeux de tous la sûreté et le poids de ses conclusions.

Le président de la haute commission des études scientifiques et littéraires,

Jean REYNAUD.

Le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes,

Arrête :

Sont nommés membres de la commission d'enquête sur la durée du travail dans les lycées et autres établissements d'instruction publique :

MM. Serres, membre de l'Institut, président ;
Geoffroy-Saint-Hilaire, membre de l'Institut, inspecteur général de l'Université ;
Trélat, médecin de l'hospice de la Salpêtrière ;
Fuster, agrégé de la faculté de médecine ;
Peclet, inspecteur général de l'Université ;
Theil, professeur de seconde au lycée Cornélie.

Fait à Paris, le 25 mars 1848.

CARNOT.

M. le ministre des travaux publics a reçu depuis quelque temps diverses propositions ayant pour objet d'appeler le concours des ingénieurs sur le bon aménagement des eaux courantes, et de faire étudier activement diverses questions relatives aux irrigations, aux dessèchements et aux règlements des forces motrices.

Ces propositions étant dignes de toute l'attention de l'administration, M. le ministre a, par décision du 18 de ce mois, institué une commission chargée :

1° De rechercher quels sont les travaux agricoles qui,

par leur importance, mériteraient d'entrer dans le cadre des travaux d'utilité publique ;

2° De poser le programme de la création d'un certain nombre de services spéciaux ;

3° D'étudier comment le principe de l'association déjà posé par la loi de 1807 pourrait être développé et étendu à ce nouvel ordre de travaux.

Cette commission est composée de :

MM. Kermaingant, inspecteur général des ponts et chaussées ;
Defontaine, inspecteur divisionnaire ;
Michal, ingénieur en chef ;
Nadauld de Buffon, ingénieur en chef, chef de division au ministère des travaux publics ;
De Franqueville, ingénieur en chef, chef de division ;
Lalamu, ingénieur ordinaire ;
Dumont, ingénieur ordinaire.

La circulaire suivante a été adressée par M. le ministre provisoire de l'agriculture et du commerce aux chambres de commerce et aux chambres consultatives des arts et manufactures.

Paris, le 24 mars 1848.

Messieurs, un décret du Gouvernement provisoire, en date du 7 mars courant, a statué que, dans toutes les villes industrielles et commerciales, il serait créé un comptoir national d'escompte par le concours simultané de l'Etat, des communes et des souscriptions particulières. Je viens faire appel à votre dévouement pour la réalisation immédiate de cette pensée. Votre patriotisme saura en faire sortir d'utiles résultats : la reconnaissance de vos concitoyens sera votre récompense.

Dans les temps ordinaires, l'activité des transactions imprime à la production une grande énergie ; la consommation intérieure et l'exportation alimentent ce mouvement, le crédit lui fournit toutes les ressources qui lui sont nécessaires. Mais le jour où le commerce s'arrête, les magasins s'engorgent, le portefeuille ne s'écoule plus et le travail est mis en péril. C'est à ce mal, messieurs, que vous devez pourvoir immédiatement. En rendant la vie au crédit, non-seulement vous sauvez vos intérêts, mais encore vous prévenez peut-être des perturbations sociales.

Déjà Paris vous a donné l'exemple. Le 8 mars a paru le décret d'institution des comptoirs, le 9 celui de Paris était formé, et dans ce moment il fonctionne avec une énergie qui révèle toute son utilité. Ainsi, bientôt de la ville qui la première a poussé le cri de liberté doit partir le signal du rétablissement de l'ordre et de la confiance, seules bases durables de la prospérité publique.

Votre ville s'est associée avec ardeur à ce mouvement : montrez à vos concitoyens qui vous ont élus ce que vaut l'honneur de leurs suffrages, ce que peuvent l'amour du pays et le dévouement au bien public.

Votre premier soin, en recevant cette lettre, si déjà vous n'avez devancé mon appel, doit être de constater la proportion habituelle des affaires de votre circonscription, afin de déterminer comparativement l'importance que doit avoir le comptoir à fonder dans votre ville. Vous désignerez ensuite, séance tenante, trois membres de votre chambre qui s'entendront avec des délégués de l'autorité municipale pour arrêter d'accord les bases d'organisation de l'établissement, en rédiger les statuts sur les bases de ceux de Paris, dresser la liste des administrateurs et préparer les arrangements matériels nécessaires pour l'installation immédiate du service. Vous enverrez ensuite le projet au ministre des finances, en lui désignant, pour remplir les fonctions de directeur, trois candidats qui seront choisis par les souscripteurs et agréés par l'autorité municipale et par votre chambre.

Pendant ce temps, tous les autres membres de la chambre, après avoir appelé à eux les hommes les plus influents de la localité, se rendront individuellement chez tous les propriétaires, banquiers, commerçants et industriels pour leur demander leur souscription personnelle. Ils leur feront connaître l'importance du capital fixé par votre chambre, et leur rappelleront qu'aux termes du décret du 7 mars, les actionnaires ne doivent supporter qu'un tiers des pertes éventuelles, tandis qu'ils ont droit à la totalité des bénéfices, et que l'excédant des pertes reste à la charge de l'Etat et de la ville, chacun pour une somme égale au montant des souscriptions particulières obtenues.

Aussitôt que vous aurez réalisé des souscriptions pour le tiers environ du montant du capital à fournir par les actionnaires et que vous aurez reçu l'approbation du ministre des finances, le conseil d'administration déclarera le comptoir constitué, et les opérations commenceront immédiatement.

Réduit à ses ressources propres, le comptoir, bientôt épuisé par le mouvement des escomptes, ne pourrait exercer sur votre place qu'une action fort limitée. Pour remédier à cet inconvénient, vous vous adresserez à la banque départementale (ou au comptoir d'escompte de la banque de France) établie dans votre ville ; elle recevra les bordereaux des effets escomptés par le comptoir et vous en fournira la contre-valeur. Vous pourrez ainsi renouveler vos ressources, et, en tenant votre escompte à un taux supérieur de 1 à 2 p. 100 à celui de la banque, vous vous assurerez les moyens de pourvoir à vos dépenses.

Je n'ajoute plus qu'un mot. Fondé par le patriotisme des citoyens, l'esprit du comptoir doit être large et libéral. Il s'agit moins en ce moment de discuter minutieusement la valeur intrinsèque de chaque effet que d'apprécier la valeur de l'homme qui le présente. La fortune privée de chaque citoyen est un élément précieux de la fortune publique. Vous vous montrerez jaloux de la conserver, et vous ne négligerez rien pour relever le crédit et prévenir la ruine des négociants et des industriels qui se sont acquis par la probité et l'honneur l'estime de leurs concitoyens. En agissant ainsi, vous vous montrerez fidèles au vœu de notre République, qui n'a pas placé en vain la fraternité dans sa devise à côté de l'égalité et de la liberté.

Recevez, messieurs, mes salutations.

Le ministre provisoire de l'agriculture et du commerce, BETHMONT.

Compte rendu des Clubs.

CLUB DE LA RÉVOLUTION.

Séance du 25 mars. — Le citoyen Marc Dufraisie préside l'assemblée, en l'absence du citoyen Barbès, retenu chez lui par une indisposition.

Le citoyen Thoré, secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

Le bureau fait connaître à l'assemblée la composition des divers comités institués dans le sein du club de la Révolution.

Les choix du bureau sont sanctionnés par l'assemblée, qui invite les membres composant les divers comités à entrer en fonction immédiatement.

Le citoyen Marc Dufraisie expose qu'il importe à un haut degré que les ouvriers de la capitale soient inscrits sur les listes électorales ; que cependant, dans plusieurs arrondissements de Paris, on oppose aux demandes d'inscriptions faites par les travailleurs des obstacles presque insurmontables, des fins de non-recevoir ridicules, puériles, derrière lesquelles se retranche le mauvais vouloir de quelques municipalités réactionnaires : « Il est impossible, dit-il, à la plupart des ouvriers résidant à Paris de se procurer leur acte de naissance ; il leur est presque impossible aussi, à raison du peu de temps libre que leurs travaux leur laissent, de recueillir, des propriétaires des maisons où ils ont résidé pendant les six derniers mois, des certificats attestant la durée de domicile exigée par le décret électoral. Je propose donc de rédiger immédiatement un avis où les ouvriers seront invités à se présenter à leurs mairies respectives, munis de leurs livrets, et de solliciter leur inscription sur la production de cette seule pièce. Le livret est l'état civil du travailleur. Que les lois qui l'ont institué dans un esprit de suspicion contre l'ouvrier et comme un moyen de dépendance et d'asservissement, que ces lois soient utiles à ceux-là mêmes contre lesquelles elles avaient été conçues et portées ; que le livret devienne une arme entre les mains du travailleur, et qu'il fasse tourner à son profit, au profit de la cause républicaine, une institution qui lui était fondamentalement hostile ; que le peuple s'affranchisse par les moyens mêmes que la tyrannie et l'aristocratie avaient inventés pour le contenir et l'opprimer ! Que si les agents des mairies se refusent à inscrire les ouvriers sur la représentation de leurs livrets, invitons les ouvriers éconduits à se rendre à l'hôtel de ville et à solliciter du Gouvernement provisoire la prompte promulgation d'un décret qui enjoigne aux maires d'inscrire les ouvriers sur la production du livret.

« Cette mesure est urgente, capitale ; le salut de la République peut en dépendre. Il est des arrondissements très-populeux où le quart à peine de la classe laborieuse se trouve inscrit sur les listes. Les élections, si cet état de choses n'est pas changé, les élections appartiendront à la partie de la population qui a eu le temps et les moyens de se faire inscrire ; les travailleurs n'y auront aucune influence. La représentation, loin d'être la sincère expression du vœu du peuple, sera le résultat de combinaisons hostiles aux intérêts de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. De là peuvent naître des dangers et des malheurs que l'imagination ne considère qu'avec effroi, que l'âme ne prévoit qu'avec douleur. Je propose donc que le comité de publicité rédige une adresse dans le sens que je viens d'indiquer, et qu'elle soit dès demain matin affichée dans tous les quartiers de Paris et insérée dans les journaux républicains. »

Cette proposition est adoptée après quelques observations des citoyens Bonnas et Gadon, qui se plaignent du peu de zèle des agents préposés à la confection des listes.

Le citoyen Chilmann propose de choisir dans le sein du club de la Révolution douze membres qui seront adjoints au comité des élections déjà nommé par l'assemblée. Ces douze membres auront pour mission spéciale de surveiller la confection des listes électorales de Paris. A cet effet, un membre se détachera du comité et se tiendra tous les jours en permanence à la mairie d'un des arrondissements de Paris qui lui sera désignée par le comité électoral.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

CLUB DU PROGRÈS.

Séance du 25 mars. — Ordre du jour, élections de la garde nationale.

Un des secrétaires lit le procès-verbal de la séance du 24 mars. Approuvé.

Le vice-président ouvre la séance et propose la candidature du citoyen Cissel au grade de lieutenant-colonel à la 2^e légion. Le citoyen Cissel ne se trouvant pas au club pour soutenir sa candidature, elle est renvoyée au lundi 27 mars. Un membre du club présente les noms des citoyens Coraly et Copens aux grades de chefs de bataillon de la 2^e légion et demande à ce qu'on aille aux informations.

Le vice-président propose de nommer une commission de trois membres, composée des citoyens Bernard, Porre et Allègre, à l'effet d'aller présenter et soutenir au club Saint-Jacques la candidature du citoyen Huber au grade de lieutenant-colonel à la 2^e légion. — Adopté.

Le citoyen Dufraisie dépose sur le bureau une lettre qui est lue par un des secrétaires et qui a pour but « de faire un choix bien épuré des hommes que l'assemblée doit choisir comme officiers supérieurs de la 2^e légion et d'élargir entièrement les chefs qui commandaient la 7^e compagnie du 3^e bataillon dans la journée du 24 février dernier, lesquels étaient loin d'être animés de sentiments patriotiques. » — Adopté.

Le secrétaire fait lecture d'une proposition du citoyen Porre ayant pour but de dresser les listes dans tous les clubs des douze arrondissements sur lesquelles seraient portés les noms des candidats qui se présenteraient comme représentants du département de la Seine à l'Assemblée nationale. C'est la mettrait les électeurs à même de prendre des renseignements sur lesdits candidats, soutenir ou rejeter leur candidature. — La proposition est adoptée.

Le citoyen Savanier demande au président qu'on livre à la publicité les noms des 225 satisfaits et des pairs leurs adhérents (les pairs Boissy, d'Alton-Shée, d'Har-

court exceptés,) afin qu'on puisse les rejeter s'ils oseraient se présenter à la candidature.

Un des secrétaires donne lecture d'une adresse des démocrates allemands, demandant à leurs frères du club du Progrès des secours et des armes pour courir à la défense de leurs droits et de la sainte liberté. Le citoyen Samson appuie cette demande et prie les membres du club de venir déposer leurs offrandes dans la journée du lendemain 26, de dix heures du matin à quatre heures du soir; elles seront reçues par le trésorier.

Le citoyen Huber fait la proposition de nommer neuf membres devant composer trois députations pour représenter les idées du club du progrès dans trois réunions générales des présidents des clubs des douze arrondissements de Paris. Les neuf membres suivants sont nommés : Huber, Chavignaud, Sablonnier, Cellier, Samson, Boileau, Pépin, Gaspard, Stourne.

Les délégués chargés de présenter au club Saint-Jacques la candidature du citoyen Huber au grade de lieutenant-colonel rendent ainsi compte de la mission qu'ils viennent de remplir. Le club Saint-Jacques demande à entendre la profession de foi du citoyen Huber, et le prie de se présenter lundi soir. Les délégués ont entendu les professions de foi des citoyens Coraly et Coppins, qui les ont satisfaits; les délégués leur ont fait promettre de venir demain soir la faire au club du Progrès. Ils se portent candidats comme chefs de bataillon à la 2^e légion, ainsi que les citoyens Epundel, Coulaincourt, Chevals, Collet, Pastou et Colasson.

Le citoyen Collet demande les suffrages du club comme candidat au grade de chef de bataillon de la 2^e légion. Vingt ans de campagnes sous Napoléon, combattant de juillet, délégué pour les récompenses nationales, l'adhérence complète aux conséquences de la Révolution de Février, à laquelle il a pris part, tels sont les titres qu'invoque le citoyen Collet. La candidature est adoptée.

La séance est close et remise au lendemain dimanche à 7 heures du soir.

Clubs des départements.

Joinville-le-Pont (banlieue de Paris).

C'est vraiment chose admirable de voir l'esprit d'ordre et de régularité qui se développe dans la banlieue, où des comités se forment ayant pour objet la propagation des principes démocratiques sur lesquels devra reposer désormais la constitution politique de la France.

Les habitants de la commune de Joinville-le-Pont, commune contiguë à celle de Saint-Maur, viennent de donner un exemple touchant de cet esprit qui les anime.

En moins de deux heures, et sous la présidence provisoire du citoyen Auburtin (de Sainte-Barbe), homme de lettres, ancien officier des armées de la République et de l'empire, doyen d'âge de leur assemblée, ils se sont organisés sous le titre de Comité national de Joinville-le-Pont.

Dans les trois séances qui ont suivi la séance organique du 15 mars, ils ont pris à l'unanimité les résolutions ci-dessus :

1^o De rechercher de sang-froid sans rancune et loyalement les moyens logiques d'arriver à la solution pacifique et solennelle du grand problème gouvernemental dont la nation entière est saisie.

2^o De ne porter leurs suffrages dans les élections générales des représentants du peuple que sur des citoyens d'une haute moralité reconnue, d'une capacité incontestable et dévoués de corps et d'âme à la cause de la République naissante *rei publica*.

3^o De repousser des candidatures du département de la Seine les partisans des régimes de l'absolutisme et des privilèges; les corrupteurs et les corrompus du système personnel; les Janus de toutes les époques et les transuges de tous les partis qui ont déshonoré la France aux yeux de l'étranger par le cynisme de leurs apostasies.

4^o De signaler à l'opinion publique les velléités des ambitieux parvenus au pouvoir qui seraient tentés, à l'imitation des Cromwell, des Césars, des Bonaparte et de Louis-Philippe, d'escamoter la République et de confisquer à leur profit et au bénéfice de leurs familles et de leurs séides les droits que la nation vient de reconquérir.

5^o De ne pas souffrir que le flambeau des arts libéraux et de la philosophie, qui éclaire la France et l'élève au premier rang des nations du monde civilisé, se change en torche incendiaire et dévastatrice de la propriété artistique et territoriale.

6^o De poursuivre le maintien de l'ordre dans la liberté et la liberté dans l'ordre moral et matériel, sans lesquels tout gouvernement national serait impossible.

7^o De signaler par les mille voix de la presse les tendances exaltées et le trissotinage de toutes les camaraderies politiques et de foyer, qui conduisent à l'arbitraire et à des proconsulats de coterie ou ultra-républicains.

8^o De décrier d'un stigmite réprobateur les fauteurs d'anarchie, les caméléons qui se transforment, comme les chenilles, du soir au matin, et, par là, font obstacle à ce que rien de juste et d'humain, de grand et de beau ne s'accomplisse sur le sol généreux de la France.

9^o D'engager les citoyens imposés de la commune de verser immédiatement et par anticipation, à la caisse du percepteur municipal, la moitié sinon la totalité de leurs contributions, afin d'aider le Gouvernement provisoire dans sa tâche patriotique et le mettre à même de parvenir aux causes finales qu'il s'est proposées.

11^o D'encourager les talents honnêtes, la candeur et la bonne foi dans la politique comme dans les actes de l'industrie privée et commerciale.

Nous ne pouvons que louer le tracé d'une pareille ligne de conduite du comité national de Joinville-le-Pont. Voilà de nobles sentiments, de la raison et du patriotisme éclairé, exprimés en bons termes; et c'est dans un petit village où tout cela se trouve réuni.

Qu'on dise maintenant que les lumières font défaut dans les communes rurales de la France!!! Il est vrai qu'il n'y a pas là des Machiavel, ni des Guizot, ni des Metternich encroûtés. Ce n'est pas un malheur.

L'Ariégeois annonce la formation du club de l'Union des amis du peuple; le *Republicain de Cosne* publie le règlement des *Sociétés républicaines* de Cosne et de Pré-mery; le *Mémorial bordelais* contient une réponse de la *Société fraternelle* à un citoyen Georges Larivière, champion éhonté des abus qui tendent à établir le paupérisme de la classe intelligente et laborieuse des travailleurs; le *Republicain de l'Allier* rend compte de la séance du club Republicain de Moulins, dans laquelle plus de deux mille citoyens, tous animés de principes démocratiques, ont arrêté la liste des candidats à l'Assemblée générale. Ce sont les citoyens Courtais, Tourret, Mathé, Laussedat, Terrier aîné, Fargin-Fayolle, Madet et Bureau de Puzy. La *Revue de l'Ouest* annonce l'ouverture d'un club à Melle.

Etranger.

ALLEMAGNE.

Berlin, 23 mars. — Hier est arrivé la députation de Posen, à la tête de laquelle se trouve l'archevêque de Posen et Gnesen. Elle devait être reçue aujourd'hui par le roi pour lui remettre l'adresse du peuple du grand-duché de Posen. La séparation de cette province de la monarchie est imminente.

Tout Berlin a assisté à cette grande cérémonie des funérailles des victimes populaires du 18 et du 19. Le roi seul n'y était pas présent. Tout s'est passé dans l'ordre le plus parfait. Mais la tranquillité des esprits est loin d'être rétablie.

M. Arnim, le nouveau président du conseil et l'organe spécial de la cour, relève la tête et tient un langage fort irritant.

Le landgrave de Hesse-Hombourg vient d'abdiquer en faveur du grand-duc de Hesse-Darmstadt. Cette abdication a plutôt l'air d'avoir été faite en faveur de la République.

Des troubles ont eu lieu à Trèves à l'occasion du départ d'un régiment rhénan appelé dans la Vieille-Prusse. Un homme a été tué et plusieurs autres blessés.

— Grande anxiété le 20 mars à Vienne sur l'issue de la révolution de Berlin. Toutes les postes prussiennes avaient manqué ce jour-là à Vienne. M. Kolowrat, le même qui était récemment à Paris pour les affaires suisses, avait formé un cabinet dont il s'est fait le chef; mais il n'y règne, à ce qu'il paraît, pas beaucoup d'harmonie, car M. Inzaghe, chancelier, a déjà donné sa démission. D'un autre côté, il n'y a pas grand empressement à entrer au ministère, car le portefeuille de la guerre est encore disponible.

— Un mouvement général règne dans la Hongrie, la Galicie, etc., etc. La diète de Presbourg, quoique composée des grands propriétaires, a décrété à l'unanimité l'abolition de toutes les servitudes et a en outre promis aux campagnes leur affranchissement entier.

Haut-Rhin, 19 mars. — L'assemblée d'Offenbourg a reçu communication d'une feuille volante qui contient les douze articles suivants comme addition aux vœux et demandes du peuple allemand :

1^o Etablissement d'un chef de l'empire comme pouvoir exécutif des résolutions du parlement allemand;

2^o Division de l'armée de la confédération par races; les recettes du Zollverein attribuées à l'empire;

3^o Organisation du pays avec le droit de législation et d'administration particulière;

4^o Etablissement d'un tribunal arbitral et fédéral pour juger les contestations entre les pouvoirs de l'Empire;

5^o Introduction de tribunaux arbitraires pour éviter toute multiplicité d'écritures;

6^o Séparation de l'Eglise et de l'Etat, liberté de conscience pour ceux qui croient comme pour ceux qui ne croient pas;

7^o Introduction d'un impôt progressif sur le revenu; abolition des autres impôts, sauf ceux qui protègent l'industrie, la navigation;

8^o Fixation d'un maximum pour le traitement de tous les fonctionnaires, surtout des pensionnaires;

9^o Protection de l'industrie par un règlement, pour garantir les travailleurs contre l'influence du capital et de la concurrence;

10^o Protection pour l'agriculture, afin que certaines propriétés ne puissent pas être saisies;

11^o Possibilité d'émigrer aux frais de l'Etat et des communes pour ceux qui ne peuvent plus gagner leur vie dans le pays;

12^o Transport des usuriers et autres mauvais citoyens dans un pays au delà de l'Océan.

ITALIE.

Nous recevons des avis de Rome du 16 mars et de Turin en date du 22.

A Rome, la promulgation de la nouvelle constitution a été accueillie avec enthousiasme. A Turin, la plus vive agitation régnait par suite des nouvelles de Milan.

Les ordres du gouvernement sarde paraissent n'avoir eu pour but que la formation d'une armée d'observation aux confins du Milanais; mais ces ordres sont dépassés par le patriotisme de la nation, et de nombreux volontaires armés se précipitent vers les frontières.

Des corps francs organisés en Suisse accourent aussi de toutes parts, afin de coopérer à l'expulsion des Autrichiens.

Le 21 mars, à quatre heures du soir, voici quelle était d'après des correspondances particulières la situation de Milan.

La porte du Tessin et la poudrière étaient tombées au pouvoir du peuple.

Les Autrichiens, renfermés dans le château, avaient essayé une sortie; ils avaient été repoussés avec grand carnage.

Des jeunes gens avaient réussi à monter une pièce de canon sur la tour de San Gelsio de manière à battre la forteresse.

Les troupes commençant à manquer de vivres, Radetski avait envoyé un parlementaire au podestat Casati.

Le podestat aurait répondu qu'il ne traiterait qu'après que les Autrichiens auraient évacué la citadelle, et la lutte aurait continué plus acharnée que jamais.

Un grand nombre d'auxiliaires suisses bien armés

se sont joints à la population.

Les campagnes sont soulevées, et partout on y désarme les postes autrichiens.

La nouvelle de la révolution à Vienne, tombant comme la foudre au milieu des combattants, ne peut manquer de décider la lutte en faveur de l'héroïque population milanaise.

Une dépêche adressée par les autorités du canton du Tessin au vorort à Berne annonce qu'après une lutte terrible, le peuple aurait triomphé à Milan. Parme et Plaisance sont en pleine révolte et ont expulsé leurs garnisons autrichiennes.

A Naples, des collisions déplorables ont eu lieu le 14 entre les lazzaroni et la garde nationale.

Il y a eu de part et d'autre des tués et des blessés. Sept lazzaroni ont été conduits en prison.

On craignait de nouveaux désordres pour la journée du 15.

Lord Minto était revenu de Sicile sans avoir pu rien conclure.

Une lettre de Naples du 17 mars donne sur cette mission les détails suivants :

« Vous savez que lord Minto était parti avec de pleins pouvoirs pour terminer le différend entre le roi de Naples et la Sicile. Lord Minto était autorisé à consentir à toutes les conditions proposées par les Siciliens, mais les concessions n'ont point suffi. Les grands événements qui se sont accomplis en France ont augmenté les exigences; les Siciliens ont demandé :

1^o Une représentation diplomatique indépendante, c'est-à-dire un ministère des affaires étrangères à Palerme.

2^o La reddition des comptes de l'administration des finances de la Sicile depuis dix-huit ans.

3^o Une indemnité des pertes causées par la dernière guerre et par le bombardement.

4^o La livraison immédiate de la moitié de la flotte.

Lord Minto a déclaré que ces conditions seraient difficilement acceptées, et que l'Angleterre appuierait le roi de Naples dans cette question. Les Siciliens ont répondu que jusqu'à ce jour ils avaient compté sur l'amitié de la Grande-Bretagne, qu'ils voyaient que cette confiance était une erreur, mais qu'en tout cas l'amitié de la France leur était assurée, et qu'ils auraient soin de la consolider en proclamant la République.

Ainsi, tout le terrain que la monarchie nous avait fait perdre, nous le regagnons par l'ascendant de nos principes, par le prestige de notre révolution. La France a pour elle le cœur des peuples, et la prépondérance qu'elle devait autrefois à la gloire de ses armes, elle la devra désormais à la puissance de la liberté, dont elle représente l'immortelle grandeur.

BELGIQUE.

On lit dans l'*Indépendance belge*, journal de Bruxelles, du 23 :

« Cinq cents individus sont arrivés ce matin à Quiévrain par un convoi de Paris. Ce sont, pour la plupart, des ouvriers belges, sans ouvrage et renvoyés dans leur patrie. Parmi eux se trouvaient des étrangers armés.

« Un bureau est établi pour vérifier leurs papiers. Les Belges sont dirigés sur leurs localités respectives. Parmi les étrangers, ceux qui n'ont pas de papiers en règle sont arrêtés ou renvoyés.

« Ces mesures de précaution sont parfaitement organisées. Les habitants des communes des environs de Quiévrain sont armés et animés du meilleur esprit contre les étrangers qui voudraient occasionner des troubles et envahir le territoire.

« Cinq cents hommes du 4^e de ligne, arrivés d'Anvers hier soir, sont allés à Mons remplacer une partie du 8^e, qui est parti pour la frontière, ainsi qu'un escadron du 2^e chasseurs en garnison à Mons, des gendarmes et des pièces d'artillerie. »

Faits divers.

Par suite des événements politiques survenus en Prusse, en Autriche, en Italie, le citoyen Arago, président du conseil de défense, vient de faire la proposition d'ajourner toute espèce de projet de ce genre, afin de ne pas grever le budget de dépenses que l'état actuel des choses rend peut-être tout à fait inutile.

Cette proposition a été adoptée à l'unanimité par tous les membres du conseil.

— Atteint d'une maladie grave à la suite des fatigues des premiers jours de l'installation du Gouvernement provisoire, le citoyen Flocon est aujourd'hui rétabli. Il a repris ses fonctions comme membre du Gouvernement.

— Plusieurs journaux avaient signalé le mauvais vouloir d'un certain préposé d'une administration publique qui s'était refusé à recevoir en paiement d'une somme de 251 fr. un billet de banque de 500. Le commissaire du Gouvernement près le tribunal de la Seine a requis une information pour faire appliquer la peine prononcée par la loi contre ceux qui ont refusé de recevoir les monnaies nationales. Il est probable que ce préposé ne remplira pas longtemps les fonctions salariées par l'Etat qu'il sert si mal.

— Les employés réunis de la compagnie d'assurances le *Phénix* viennent d'offrir au Gouvernement provisoire une journée de leurs appointements par mois pendant toute l'année 1848.

— Une manifestation populaire a eu lieu le 19 mars à Cherbourg en l'honneur de la mémoire du colonel Briquerville. Un nombreux concours assistait à cette solennité patriotique : « Les conservateurs vaincus et les anarchistes, dit le *Journal de Cherbourg*, avaient fait courir les bruits les plus alarmants sur les suites du banquet populaire. Il devait y avoir une émeute, le sang devait couler ! Ces alarmistes, ces faux-frères, ces renégats qui cherchaient à allumer les torches de la guerre civile sont bien coupables. » En province et à Paris, ces conservateurs soi-disant convertis sont donc toujours les mêmes ? rêvant poignard et assassinat ! Ces pauvres gens prêtent aux républicains la fougue réactionnaire dont ils ont donné le triste spectacle à la France. Quel aveuglement !

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Danielle, 2.